



ETAT ET TENDANCES DU

Marché carbone

2010



Carbon Finance
AT THE WORLD BANK

WASHINGTON, DC . MAI 2010

Ce document a été traduit en français avec le soutien du programme Carbon Finance Assist. Le présent document est la traduction du premier chapitre d'un rapport intitulé «State and Trends of the Carbon Market 2010», daté de mai 2010. En cas de divergence entre le texte original du document officiel en anglais et cette traduction, c'est le texte original en anglais qui prévaudra.



Kosoy and Ambrosi (2010). *State and Trends of the Carbon Market 2010*, World Bank, Washington (DC)

Les conclusions et opinions exprimées dans ce document relèvent de la seule responsabilité des auteurs et ne peuvent être reproduites sans autorisation. Elles ne reflètent pas nécessairement les positions de la Banque mondiale, de ses Administrateurs, des pays qu'ils représentent ni de l'un quelconque des participants aux fonds et facilités carbone gérés par la Banque mondiale. Ce rapport n'est pas destiné à servir de base à une décision d'investissement.

RESUME ANALYTIQUE

Le marché du carbone a connu la pire année de son histoire en 2009. La crise économique mondiale, qui s'est déclenchée à la fin de 2008 et intensifiée en début d'année 2009, a eu une incidence néfaste à la fois sur l'offre et la demande du marché. L'effondrement de la production industrielle a engendré un recul de la demande d'actifs carbonés. Du côté de l'offre, la crise financière a incité les institutions financières et les investisseurs privés à se désendetter et à li-

quider leurs investissements à risque pour se replier sur des valeurs refuge et des marchés plus sûrs. Les flux de capitaux en direction des pays en développement ont sensiblement diminué, tandis que les ressources déjà internalisées prenaient la poudre d'escampette. De nombreux promoteurs de projets ont ainsi été dans l'incapacité de s'assurer des financements et le lancement de projets a par conséquent marqué le pas.

	2008		2009	
	Volume (MteqCO ₂)	Value (M\$US)	Volume (MteqCO ₂)	Value (M\$US)
Transaction de quotas				
SCEQE	3 093	100 526	6 326	118 474
NSW	31	183	34	117
CCX	69	309	41	50
RGGI	62	198	805	2 179
UQA	23	276	155	2 003
Sous-total	3 278	101 492	7 362	122 822
Marchés compensatoires de Kyoto secondaire et au comptant				
Sous-total	1 072	26 277	1 055	17 543
Transaction de projets				
MDP primaire	404	6 511	211	2 678
MOC	25	367	26	354
Marché volontaire	57	419	46	338
Sous-total	486	7 297	283	3 370
Total	4 836	135 066	8 700	143 735

Tableau 1
Tour d'horizon du marché du carbone, en volume et en valeur, 2008-09

Source: Banque mondiale et Bloomberg New Energy Finance et Ecosystem Marketplace pour les données sur le marché volontaire

En dépit même du recul en 2009 de 0,6 % du PIB mondial, et à un taux plus dramatique de 3,2 % dans les pays développés,¹ le marché du carbone a fait de la résistance. La valeur totale du marché a connu une croissance de 6 % pour atteindre 144 milliards de dollars (103 milliards d'euros) en fin d'exercice avec 8,7 milliards de tonnes de CO_{2e} négociées (voir Tableau 1).

Le système communautaire d'échange de quotas d'émissions (SCEQE) a conservé son statut de fer de lance du marché du carbone. Un total de 119 milliards de dollars (89 milliards d'euros) de permis d'émissions et de produits dérivés a changé de mains. Les contrats à terme représentaient toujours la majeure partie des transactions avec 73 %, tandis que le volume du marché au comptant augmentait pour atteindre 1,4 milliard de tonnes, les entreprises européennes en mal de liquidités ayant monétisé leurs permis pour lever des capitaux dans un environnement marqué par

¹ Fonds monétaire international, 2010, *Perspectives de l'économie mondiale* (avril).

un rationnement du crédit. La sophistication a également augmenté sur le marché des options, qui a affiché une croissance de 70 % à plus de 420 millions de tonnes. Le volume d'échanges sur le marché secondaire pour les compensations de Kyoto s'est élevé à un milliard de tonnes et la valeur a reculé d'un tiers pour s'établir à 18 milliards de dollars (13 milliards d'euros) à la suite du recul des cours.

La demande résiduelle pour les actifs de Kyoto atteindra d'ici 2012 un total de 230 millions de tonnes de CO₂e

Les analystes n'ont cessé de réviser leurs prévisions d'émission d'URCE à la baisse et tablent désormais sur un total de seulement **un milliard de tonnes de CO₂e** d'ici 2012. Même si un nombre croissant de projets MOC ont commencé à délivrer des actifs, un peu moins de **200 millions d'unités de réduction des émissions (URE)** seront mises à disposition des acheteurs en quête de conformité avant 2013. L'offre potentielle d'UQA a augmenté pour atteindre **1,8 milliard de tonnes de CO₂e** grâce aux formidables avancées obtenues par plusieurs pays dans la mise en œuvre des programmes d'investissement verts (GIS).

Les prévisions concernant les émissions ayant déjà été révisées à la baisse, la demande brute escomptée pour les actifs de Kyoto de la part des gouvernements des pays développés de l'Annexe B d'ici 2012 a chuté à **475 MtCO₂e**. L'Europe des Quinze demeure la principale source de demande avec plus de 70 % du volume, soit environ **350 MtCO₂e**. Le Japon semble désormais bien placé pour honorer l'engagement qu'il a pris lors de la conférence de Kyoto et la demande brute du gouvernement s'est stabilisée autour des **100 MtCO₂e**.

La demande brute des entités privées est estimée à **750 MtCO₂e**. La demande escomptée de MOC et de MDP des sociétés européennes au cours de la phase II du SCEQE est d'environ **540 MtCO₂e**. Les entreprises japonaises du secteur privé figuraient parmi les plus durement touchées par le marasme économique mondial et la baisse de la production industrielle qui en a résulté. Leur demande ne devrait pas être supérieure à **200 MtCO₂e**.

En tenant compte des contrats signés jusqu'en 2009, la demande résiduelle (nette) estimée pour les actifs de Kyoto au cours des trois prochaines années est de **230 MtCO₂e**, dont la quasi-totalité est à mettre au crédit des gouvernements européens.

La consolidation du marché s'est accélérée en 2009, les acteurs financiers sortis indemnes du marasme économique privilégiant plutôt l'acquisition de portefeuilles sous-évalués au détriment du lancement de nouveaux projets. D'autres acteurs ont quitté le marché ou ont sensiblement réduit leur activité, suscitant par voie de conséquence un recul de 54 % en volume des transactions sur le marché primaire des projets.

La Chine a conservé son rang de premier vendeur du mécanisme pour un développement

propre (MDP), même si l'Afrique et l'Asie centrale, des régions historiquement laissées pour compte, ont augmenté leur part, les acheteurs faisant le choix de la diversification. Le marché du MDP a enregistré un recul considérable, de 59 %, à 2,7 milliards de dollars (1,9 milliard d'euros). Le marché de la mise en œuvre conjointe (MOC) n'a pas été davantage épargné. Enfin, le nombre de transactions concernant les unités de quantité attribuées (UQA) a augmenté, la santé du marché compensatoire se dégradant, la République Tchèque et l'Ukraine figurant parmi les principaux vendeurs.

Des problèmes structurels ont également ébranlé le marché du MDP. La complexité et la nature changeante des réglementations, les inefficacités dans la chaîne réglementaire et les obstacles aux capacités ont provoqué des retards et ont eu un impact néfaste sur le financement des projets. Il faut désormais compter plus de trois ans pour qu'un projet MDP atteigne le processus réglementaire et émette sa première unité de réduction certifiée des émissions (URCE).

Les problèmes à l'origine des difficultés du marché des projets pourraient bien favoriser un rebond de ce même marché après 2012. Les installations européennes auront utilisé moins d'URCE et d'URE que ne le permettait leur seuil d'importation lors de la phase II du SCEQE, soutenant ainsi, en théorie, la demande future. D'après ce scénario, les programmes et les projets à venir, essentiellement dans les régions et les secteurs émergents, devraient avoir davantage de possibilités de vendre leurs actifs. La concurrence accrue pour les URCE primaires éligibles devrait également éviter que leurs cours ne chutent dans les prochaines années.

Des messages politiques et réglementaires clairs doivent néanmoins être envoyés sans tarder si une reprise du marché mondiale devait se produire. L'absence d'engagements concrets à l'issue de la conférence de Copenhague sur le climat a exacerbé l'incertitude quant à l'avenir des efforts mondiaux de réduction des émissions et à la probabilité que les décideurs du

monde entier se montrent capables de parvenir à un accord juridiquement contraignant en décembre prochain à Cancun.

Aux États-Unis, la croissance de la Regional Greenhouse Gas Initiative (RGGI) a été multipliée par dix pour atteindre 2,2 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros) en prévision d'une réglementation fédérale sur le carbone ; il semble désormais peu probable que cette réglementation voit le jour prochainement. Cerise sur le gâteau, les efforts déployés par l'Australie pour développer un programme national ont marqué un temps d'arrêt. Ces difficultés, conjuguées à davantage de règles limitant les importations dans le cadre de la phase III de l'ETS, menacent de porter atteinte à l'intérêt à long terme

des principaux acteurs de la finance carbone en dépit du soutien sans faille des pays en développement pour les mécanismes de Kyoto.

La Nouvelle-Zélande a donné une lueur d'espoir en 2009 en devenant le premier pays non-européen à adopter un ETS obligatoire et trans-sectoriel. De nouvelles initiatives dans des pays développés et en développement étudiant des approches de marché innovantes en matière de finance du climat ont par ailleurs vu le jour. Il n'en reste pas moins que des efforts considérables, une ingéniosité et une capacité tout aussi importantes seront nécessaires aux mécanismes de finance carbone, ainsi qu'à d'autres instruments financiers et politiques, pour s'attaquer à l'ampleur démesurée du changement climatique.